

LE POINT SUR L'EMPLOI DANS LES HAUTES-PYRÉNÉES AOUT 2004

Le département enregistre des évolutions encourageantes avec un taux de chômage au second trimestre 2004 en baisse de 0,1 point alors que celui de la région Midi-Pyrénées est stable et que celui de la France augmente de 0,1 point.

Les données sur l'emploi (catégorie 1) à fin juillet mettent en évidence une baisse sur un mois de -0,8% avec 7997 personnes (en données corrigées des variations saisonnières).

En données brutes, le nombre d'inscrits est également en baisse sur un an (3,2% par rapport à juillet 2003). Les jeunes et les plus de 50 ans profitent davantage de cette évolution ce mois ci.

La situation des femmes continue à s'améliorer plus vite que celles des hommes, avec un baisse de -4,5% par rapport à Juillet 2003.

LE POINT SUR L'EMPLOI EN MIDI-PYRÉNÉES

PREMIERES DONNEES du MARCHÉ du TRAVAIL en JUILLET 2004

En juillet, la demande d'emploi régionale de catégorie 1 recule pour le deuxième mois consécutif : -0,3% sur un mois en données corrigées des variations saisonnières (contre -0,5% au plan national). Les plus fortes baisses départementales sont enregistrées dans le Tarn-et-Garonne (-1,7%) et les Hautes-Pyrénées (-0,8%). En revanche, la demande d'emploi progresse dans le Lot (+0,2%), l'Aveyron (+0,7%) et l'Ariège (+1,8%).

Comme en juin, en données CVS, l'amélioration est plus sensible chez les jeunes, dont le chômage diminue de -1,4%, que chez leurs aînés (-0,1%). La demande d'emploi continue toutefois d'augmenter chez les plus de 50 ans (+0,4%). Tous âges confondus, tandis que la demande féminine demeure stable depuis deux mois, la demande masculine continue de baisser (-0,6% en juillet). Cette différence d'évolution en faveur des hommes est particulièrement sensible chez les jeunes avec un recul de -2,5% pour les jeunes hommes contre -0,3% pour les jeunes femmes, ainsi que chez les demandeurs âgés de 50 ans et plus (-0,4% pour les hommes ; +1,4% pour les femmes).

A fin juillet, Midi-Pyrénées compte en données brutes 96 077 demandeurs d'emploi de catégorie 1, soit environ 300 personnes de plus qu'à fin juillet 2003 (+0,3% en un an contre +2,0% au niveau national). Le chômage des jeunes croît à un rythme plus soutenu que celui de leurs aînés (+1,1% en un an, contre +0,2%). Seule la demande d'emploi des hommes de 50 ans ou plus reste stable par rapport à son niveau de juillet 2003. Quelle que soit la tranche d'âge, la demande des hommes est mieux orientée que celle des femmes. Elle baisse même de -1,1% chez les jeunes et -3,2% chez les demandeurs de 50 ans et plus.

Le nombre des chômeurs de longue durée (ancienneté de la demande supérieure à un an) augmente ce mois-ci par rapport au même mois de l'année précédente: +3,0% (après +2,4% le mois dernier). On constate le même taux d'évolution pour les demandeurs d'emploi inscrits depuis au moins 2 ans. Seule la demande d'emploi des chômeurs inscrits depuis 3 ans et plus diminue sur un an (-3,7%).

Malgré la hausse des reprises d'activité, l'ANPE a comptabilisé ce mois-ci 16 575 inscriptions, soit 11,5% de moins qu'en juillet 2003. Les entrées consécutives à un licenciement économique sont en baisse de -29,1% et celles pour fin de contrat de -16,6%. Les inscriptions consécutives à une démission sont aussi en recul de -16,1%. Dans le même temps, par rapport à juillet 2003, le nombre des demandeurs d'emploi sortants diminue de -0,9% pour s'établir à 13 529 personnes, le nombre des sorties pour reprise d'emploi restant quasiment stable.

En juillet, 10 763 offres d'emploi ont été déposées à l'ANPE. Cette statistique augmente légèrement par rapport à juillet 2003. En volume, ce sont les offres enregistrées d'une durée comprise entre 1 et 6 mois qui sont les plus nombreuses (4 868 ce mois-ci). Elles marquent un léger recul de -1,6% sur un an. Les 4630 offres dites stables (durée supérieure à six mois) connaissent de leur côté une évolution en hausse de +0,5%. Ce sont toutefois les offres de courte durée (moins d'un mois) qui progressent le plus vite (+10,8%) quoi que pour des volumes moindres (1 265 offres).

INDICATEURS DE CONSOMMATION

CIRCULATION

IMMATRICULATIONS DES VEHICULES

L'immatriculation des voitures neuves (2963) durant les 6 derniers mois marque une légère augmentation par rapport à l'année antérieure (2816)

Depuis le début de l'année, les immatriculations sont toutefois globalement au même niveau que 2003 (+ 2%).

En ce qui concerne l'immatriculation des tracteurs neufs (85) depuis le début de l'année, elle est en baisse par rapport à 2003 (93).

L'OBLIGATION D'IMMATRICULATION DES CYCLOMOTEURS A DEUX ROUES

Cette disposition s'applique obligatoirement aux deux roues neufs de moins de 50 cm² acquis à compter du 1^{er} juillet 2004. Toutefois, les propriétaires peuvent, sur la base du volontariat, faire immatriculer leurs cyclomoteurs mis en circulation avant le 1^{er} juillet 2004.

Le mode de numérotation des cyclomoteurs préfigure le futur système d'immatriculation des véhicules. Le cyclomoteur recevra un numéro à vie composé d'une série alphanumérique (1 à 2 lettres, 2 à 3 chiffres, 1 lettre) sans référence locale.

Cette mesure permettra, de contribuer à la sécurité routière et, par une meilleure identification des véhicules, de lutter contre les nuisances sonores et les dommages causés à l'environnement (pollution due au débridage) ainsi que de mieux protéger du vol ce type d'engins.

La plaque d'immatriculation, apposée à l'arrière de l'engin, est blanche et comprend le symbole européen ainsi que la lettre " F".

Le service gestionnaire est directement rattaché au bureau des usagers de la route et de la réglementation des véhicules.

Localisé à Montmorency (Val d'Oise), il traite les dossiers d'immatriculation de cyclomoteurs qui lui sont adressés, avant de les transmettre par voie informatique à un centre de production externalisé qui est le site de l'Imprimerie Nationale.

TVA ENCAISSEE

<u>PERIODES</u>	<u>MONTANTS EN EUROS</u>
AOUT 2002	14 220 883,28
TOTAL JANVIER à AOUT 2002	109 064 798,41
TOTAL DE L'ANNEE 2002	168 421 118,25
JANVIER 2003	14 783 372,66
FEVRIER 2003	10 620 685,00
MARS 2003	10 388 197,20
AVRIL 2003	15 394 753,42
MAI 2003	12 069 227,98
JUIN 2003	11 950 337,87
JUILLET 2003	18 594 993,97
AOUT 2003	12 479 123,69
TOTAL JANVIER à AOUT 2003	106 280 691,79
SEPTEMBRE 2003	13 737 868,54
OCTOBRE 2003	18 229 064,40
NOVEMBRE 2003	12 765 477,30
DECEMBRE 2003	16 018 547,03
TOTAL DE L'ANNEE 2003	167 037 811,90
JANVIER 2004	17 714 253,61
FEVRIER 2004	11 162 770,33
MARS 2004	11 299 422,00
AVRIL 2004	18 502 249,00
MAI 2004	12 702 906,00
JUIN 2004	12 526 395,00
JUILLET 2004	18 054 298,00
AOÛT 2004	13 946 076,00
TOTAL JANVIER à AOUT 2004	115 908 370 €

LE SURRENDETTEMENT DANS LES HAUTES-PYRENEES

Année 2002 : 347 dossiers ont été déposés

Année 2003 : 436 dossiers ont été déposés

Janvier 2003: 35 dossiers	Janvier 2004 : 41 dossiers
Février 2003: 37 dossiers	Février 2004 : 38 dossiers
Mars 2003: 43 dossiers	Mars 2004 : 58 dossiers
Avril 2003: 43 dossiers	Avril 2004 : 51 dossiers
Mai 2003: 37 dossiers	Mai 2004: 37 dossiers
Juin 2003: 28 dossiers	Juin 2004: 29 dossiers
Juillet 2003 : 38 dossiers	Juillet 2004: 53 dossiers
Août 2003 : 34 dossiers	Août 2004: 28 dossiers
-----	-----
TOTAL 295 dossiers	335 dossiers

LES COMPTES DEPARTEMENTAUX DE L'AGRICULTURE POUR 2003

RECU LIMITE DU REVENU DÉPARTEMENTAL MALGRÉ LA SÉCHERESSE

En 2003, grâce à son élevage allaitant et aux subventions, le département limite la baisse de son résultat agricole global à -3% en termes réels. La région Midi-Pyrénées enregistre -10% et l'ensemble de la France -2.6%.

Canicule et sécheresse estivales

De juin à septembre, des températures très élevées et des précipitations particulièrement faibles ont entraîné des baisses spectaculaires de rendements sur le maïs et le fourrage. Les températures caniculaires (3 à 5 °C en moyenne au-dessus de la normale en plaine en juin et août) conjuguées à de très faibles précipitations (les apports en août 2003 à Ossun ont été inférieurs de 60% à la moyenne 1971-2000) ont fait de l'été 2003 le plus chaud que l'on ait connu ces cinquante dernières années.

Au regard des débits minimum atteints dans la région, la situation hydrique 2003 apparaît similaire aux sécheresses 1989-1990.

Malgré la sécheresse, le résultat agricole par actif se maintient en 2003 grâce à la bonne tenue des prix des bovins et aux aides pour calamités agricoles. Il reste néanmoins le plus faible de Midi-Pyrénées, équivalent à celui des Pyrénées-Atlantiques.

La production agricole baisse de 4.7% en valeur réelle.

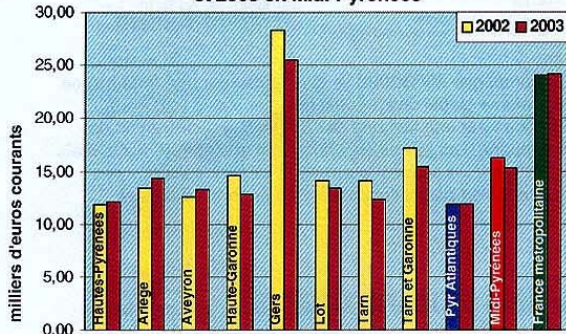
Les subventions en forte augmentation, et la croissance des prix ne compensent pas le repli en volume des céréales.

Les productions animales, soutenues par les aides, présentent une baisse en valeur moins importante que les productions végétales.

Les Hautes-Pyrénées dans la région Midi-Pyrénées et en France métropolitaine

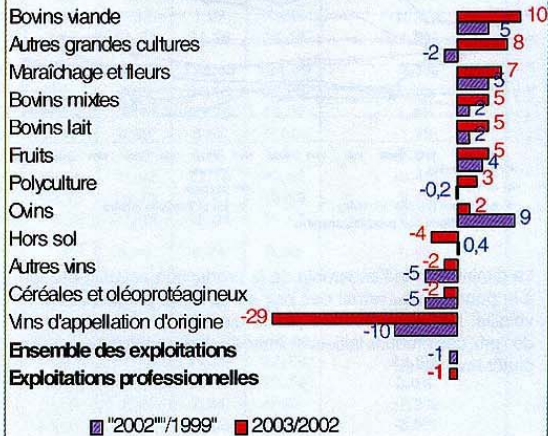
Le département des Hautes Pyrénées est l'avant dernier de tous les départements français métropolitains pour son résultat agricole par actif en valeur réelle, identique à celui des Pyrénées-Atlantiques et juste avant celui de la Dordogne. Avec 12 000 euros, il est égal à la moitié du résultat national. Dans la région Midi-Pyrénées, le Gers, la Haute Garonne, le Tarn et Garonne et le Tarn enregistrent un fort recul, alors que l'Ariège et l'Aveyron connaissent une légère hausse. Ces résultats cachent des disparités importantes au sein d'un même département en raison du caractère très localisé des précipitations orageuses de l'été 2003.

Comparaison du résultat agricole par actif 2002 et 2003 en Midi-Pyrénées



Progression du revenu des éleveurs bovins et recul de celui des céréaliers sur l'ensemble de la France

Evolution du revenu agricole par actif en termes réels en 2003 sur l'ensemble de la France



"1999" et "2002": moyennes triennales centrées sur les années 1999 et 2002

Principaux éléments des résultats agricoles en 2003

unités : millions d'euros	Production agricole au prix de base	dont subventions aux produits	Subventions d'exploitation	Résultat agricole global	Evolution 2003/2002 en % du résultat agricole	Revenu net d'entreprise global
Ariège	139,4	27,8	19,3	49,6	1,8	34,0
Aveyron	808,1	122,5	123,7	222,1	2,4	157,3
Haute-Garonne	456,2	112,0	26,0	112,1	-16,5	51,9
Gers	770,7	138,8	34,0	298,9	-14,5	209,6
Lot	355,9	42,7	40,5	114,9	-8,4	81,5
Hautes-Pyrénées	238,2	42,7	22,8	70,0	-3,0	49,9
Tarn	500,2	80,5	44,1	119,3	-15,9	81,3
Tarn-et-Garonne	469,7	56,1	22,8	171,9	-13,2	88,6
Midi-Pyrénées	3 738,5	623,0	333,2	1 158,7	-10,0	753,5
Pyrénées-Atlantiques	760,2	103,4	48,0	184,4	-10,3	124,0
France	54 036	7 181	2 611	22 798	-2,6	13 705,2

Pour en savoir plus

www.agreste.agriculture.gouv
(statistiques nationales, régionales et départementales)

Insee Première n°941-décembre 2003
« comptes prévisionnels de l'agriculture pour 2003 »

Agreste Primeur n°144-juin 2004
« Les comptes provisoires de l'agriculture française par département et catégorie d'exploitation »

Agreste Midi-Pyrénées n°19-juillet 2004
« Bilan agricole 2003 - région Midi-Pyrénées »

Insee Synthèses n° à paraître
« Les comptes de l'agriculture en 2003 »

Méthodologie

Les comptes départementaux de l'agriculture qui décrivent la formation et l'évolution du revenu dans les départements, sont établis sur le même champ et dans le même cadre que le compte national. L'indicateur de revenu utilisé est le résultat agricole par actif. Ce résultat est égal à la valeur ajoutée nette au coût des facteurs par unité de travail annuel total. Il s'obtient en déduisant de la valeur de la production au prix

de base (y compris les subventions sur les produits), la valeur des consommations intermédiaires et en y retranchant les impôts et la consommation de capital fixe. Un autre indicateur utilisé est le revenu net d'entreprise. C'est le solde final du compte : il est égal au résultat agricole moins les charges salariales, locales et les intérêts.

Le champ couvert concerne les exploitations

agricoles, les entreprises de travaux agricoles, les Cuma et centres d'insémination artificielles. Les résultats commentés dans ce document ont fait l'objet d'une présentation à la commission des comptes de l'agriculture de la nation le 29 juin 2004. Ils constituent la version provisoire des comptes de l'année 2003. Ils feront l'objet à l'instar des comptes nationaux, de révisions successives au cours des prochaines campagnes des comptes.



Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt des Hautes-Pyrénées
Service Statistiques et Information Géographique
Cité administrative - B.P. 1710
65017 Tarbes cedex 9
tél.: 05.62.44.59.00 - Fax : 05 62 51 16 04

Directeur de publication : J.P. LESTOILLE
Réalisation : Service Statistique et Information Géographique
Dépôt légal : A parution
Photo : DDAF 65
ISSN : 0246-1803

Prix : 2.44 euros